



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 707

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Damien Abad, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Damien Abad. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Si la passion des Français pour le bricolage ne se dément pas, plus des deux tiers d'entre eux n'ont pourtant pas été convaincus par la boîte à outils du Président de la République (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP*), qui est devenue une boîte anti-pouvoir d'achat, où l'on a remplacé la faucille et le marteau par la cisaille et le rabot, en n'hésitant pas à découper à la hache notre politique familiale et à couper au sécateur les heures supplémentaires. (" *Bravo !* " et *applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le Premier ministre, votre majorité est dans le rouge ! En effet, depuis dix mois que vous êtes aux commandes, vous avez placé tous les indicateurs économiques de la France dans le rouge : rouge pour le chômage qui frôle le record historique de 1997 ; rouge pour le déficit public qui n'en finit plus de déraper ; rouge pour la dette qui bat un nouveau record à plus de 90 % du PIB ; rouge enfin pour le pouvoir d'achat des Français, qui baisse pour la première fois depuis 1984 - à l'époque, la majorité au pouvoir était déjà socialiste ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Marcel Rogemont. Tout cela, c'est le résultat de votre politique !

M. Damien Abad. Le matraquage fiscal de votre gouvernement est massif, durable et dévastateur pour la classe moyenne et pour tous les Français : les salariés, les ouvriers, les chefs d'entreprise, les jeunes créateurs, les artisans ou les commerçants - et même, depuis hier, les retraités, à qui vous allez faire subir un coup de rabot sur leurs pensions complémentaires car vous les considérez, à tort, comme des privilégiés, alors même que de plus en plus de personnes âgées vivent seules avec une petite retraite !

Or, M. le Premier ministre, on ne vous entend plus ! Même le Président de la République n'a pas osé vous citer dans son intervention ! Vous êtes acculé, votre majorité est aux abois et le peuple de France ne croit plus en vos mensonges. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Dans ces conditions, quand vous hisserez-vous à la hauteur de la situation pour sortir enfin la France du rouge et vous occuper de la première des préoccupations des Français, à savoir l'emploi et le pouvoir d'achat ? (" *Bravo !* " et *applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député Damien Abad, je ne reviendrai pas sur les jugements de valeur un peu faciles qui ont émaillé vos propos. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est peut-être la loi du genre, du moins telle que vous la concevez.

Je souhaite surtout répondre sur le fond, concernant tout d'abord ces indicateurs qui seraient dans le rouge. Une fois de plus, je suis amené à vous renvoyer à votre propre amnésie, car nous ne pouvons pas en dix mois réparer ce que vous avez abîmé en dix ans ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Les déficits publics, c'est vous ! La dette publique, c'est vous ! L'augmentation du chômage, c'est vous ! La désindustrialisation du pays, c'est vous ! (" *C'est vous !* " sur divers bancs du groupe UMP.) Le recul de la compétitivité, c'est vous ! (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Nous avons dû, en effet, mener une politique de redressement, parce que le pays est fortement dégradé. Vous devriez faire preuve d'un minimum d'objectivité, s'agissant par exemple des déficits, en reconnaissant que le déficit public en 2011 était de 5,3 %, et qu'il aurait été supérieur à 5,5 % si l'actuelle majorité n'avait pas entrepris un effort de redressement vigoureux des comptes publics, en dépit de la faible croissance que connaît la France ! (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Concernant le pouvoir d'achat, je vous dirai plusieurs choses. Tout d'abord, le pouvoir d'achat a reculé en 2012, c'est vrai. Cela avait d'ailleurs été anticipé, car il a finalement reculé un peu moins que prévu. Mais vous ne devriez pas parler de matraquage fiscal à propos du pouvoir d'achat, car sur les 20 milliards d'impôts supplémentaires votés en 2012, 13 milliards sont dus à la majorité précédente ! Nous avons voté les 7 milliards restants dans un esprit de justice, afin de compenser la dérive des déficits.

Le pouvoir d'achat, je l'affirme ici, est la priorité du Gouvernement, au même titre que l'emploi. C'est la raison pour laquelle notre politique fiscale encourage ceux qui consomment : les classes populaires et les classes moyennes. C'est la raison pour laquelle également nous avons augmenté le SMIC et l'allocation de rentrée scolaire, et agi sur les frais bancaires.

Je vous invite donc, monsieur le député, à un peu de pudeur, moins d'amnésie et plus de soutien au redressement du pays ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Damien Abad](#)

Circonscription : Ain (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 707

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [3 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 avril 2013](#)